ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 14 mars 1991, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux billets de trésorerie et les certificats de dépôt", a donné le 3 juin 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 maart 1991 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de thesauriebiljetten en depositocertificaten", heeft op 3 juni 1991 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

1. En ce qui concerne l'expression "billets de trésorerie", il est fait référence à l'observation nE 5 formulée au sujet de l'article 1er.

2. Il faut écrire en français "... et aux certificats de dépôt".

ARRETE DE PRESENTATION ET SIGNATURE.

L'arrêté de présentation ainsi que la mention de la signature et des contreseings font défaut.

Le projet doit être complété à cet égard.

DISPOSITIF.

Article 1er.

1. Suivant l'article 1er, § 1er, les entreprises constituées sous la forme de personnes morales ne peuvent émettre des titres de créance dénommés "billets de trésorerie" que si deux conditions sont remplies, à savoir :

1Eavoir deux années d'existence au moins;

2Eavoir publié leurs comptes relatifs aux deux derniers exercices.

Ces conditions appellent les observations suivantes.

L'article en projet ne précise pas le point de départ du délai d'existence de deux ans. Le commentaire de l'exposé des motifs est muet à cet égard; il se borne à préciser le but en vue duquel cette condition d'existence est imposée, c'est-à-dire "assurer une certaine assise (du) marché au sein duquel la notoriété financière des émetteurs est importante".

Plusieurs points de départ du délai précité peuvent être envisagés. Pour les entreprises de droit privé, le point de départ pourrait être la date de l'acte constitutif de la société ou la date à laquelle les statuts de la société ont été publiés ou encore celle à partir de laquelle l'activité sociale a été entamée. Pour les entreprises de droit public, il faut y ajouter la date d'entrée en vigueur de la loi créant une telle entreprise.

L'article 1er du projet doit être complété sur ce point, à défaut de quoi son application ne manquerait pas de susciter des difficultés en ce qui concerne les entreprises nouvelles.

2. Suivant le commentaire de l'exposé des motifs :

> "Par "entreprise", il faut entendre, toute entité réalisant, avec ou sans but de lucre, à titre principal ou accessoire, des opérations à caractère commercial, financier ou industriel.
>
> Des billets de trésorerie peuvent donc être émis par des A.S.B.L.".

Dans l'hypothèse où l'émetteur serait une association sans but lucratif, on aperçoit mal comment elle pourrait satisfaire à la condition de publication de ses comptes. En effet, si la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique dispose, en son article 13, alinéa 2, que le conseil d'administration de l'association est tenu de soumettre tous les ans à l'approbation de l'assemblée générale le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice, aucune disposition de la même loi n'impose la publication des comptes de l'exercice écoulé.

L'association sans but lucratif pourrait se trouver ainsi dans l'impossibilité d'user de la faculté d'émettre des "billets de trésorerie".

L'article du projet doit être revu.

3. Suivant le même article, les établissements de crédit ne doivent pas remplir les conditions précitées s'ils entendent recourir à l'émission de certificats de dépôt.

Sur la notion d'établissement de crédit, l'exposé des motifs contient le commentaire suivant :

> "Enfin, en ce qui concerne l'émission des certificats de dépôt, le terme "établissement de crédit" doit s'entendre conformément à la terminologie adoptée par la directive du Conseil des Communautés européennes du 12 décembre 1977, qui appelle "établissements de crédit" toutes les entreprises qui reçoivent du public des fonds remboursables et qui octroient des crédits pour leur propre compte".

Une telle définition conçue en termes très généraux est sensiblement différente de celle retenue en droit belge, spécialement dans l'article 1er de l'arrêté royal nE 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, article selon lequel :

> "Sont soumises aux dispositions du présent titre (titre Ier, Statut légal des banques), les entreprises belges et étrangères qui reçoivent habituellement des dépôts de fonds remboursables à vue ou à des termes n'excédant pas deux ans, aux fins de les utiliser pour leur propre compte, à des opérations de banque, de crédit ou de placement".

Le défaut de concordance entre les deux définitions de l'établissement de crédit est tel qu'il crée une incertitude quant au champ d'application de l'exception prévue dans l'article du projet.

Les termes "établissement de crédit" doivent être précisés dans le texte même de l'article 1er pour lever toute incertitude quant à leur application.

4. La faculté d'émettre des billets de trésorerie est également ouverte par l'article du projet aux organismes de placement collectif.

Suivant l'article 108 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers,

"les organismes de placement revêtent la forme contractuelle (fonds de placement à nombre variable ou fixe de parts, géré par une société de gestion) ou la forme statutaire (société d'investissement à capital variable ou à capital fixe) ...".

Si l'organisme de placement collectif est une société d'investissement à capital fixe ou variable et si elle émet des billets de trésorerie, la société d'investissement est débitrice du montant des billets émis.

Au contraire, si l'organisme de placement collectif est créé sous forme contractuelle, il constitue, suivant l'article 111 de la même loi, un patrimoine indivis géré par une société de gestion. En cas d'émission de billets de trésorerie, le débiteur du montant des billets émis ne pourrait pas être la société de gestion, en raison du fait que celle-ci ne possède généralement qu'un capital peu important. Ce débiteur ne pourrait pas davantage être le patrimoine indivis en tant que tel. Quant aux indivisaires, ils ne pourraient être tenus de la dette résultant de l'émission que si chacun d'eux s'engageait à rembourser le montant de l'emprunt ou, tout au moins, sa part dans ce montant. Une telle solution soulève des difficultés pratiques qui ne sont pas négligeables.

Il convient de revoir le texte du projet afin d'y tenir compte du problème qui vient d'être exposé.

5. Le paragraphe 1er désigne par "billets de trésorerie" les titres de créance qui sont émis par des organismes non bancaires. Cette expression a été fréquemment utilisée pour qualifier les billets que le Trésor public est autorisé à émettre. L'émission de billets par le Trésor est en effet prévue à l'article 1er de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire ainsi qu'à l'article 5 de la loi du 23 décembre 1988 portant des dispositions relatives au statut monétaire, à la Banque Nationale de Belgique, à la politique monétaire et au Fonds monétaire. L'article 173 du Code pénal ainsi que l'article 1er de la loi du 11 juin 1889 relative aux imprimés ou formules ayant l'apparence de billets de banque ou autres valeurs fiduciaires, mettent sur le même pied les "billets au porteur émis par le Trésor public" et les "billets de banque au porteur".

Certes, depuis le retrait des billets de vingt et cinquante francs, il n'y a plus actuellement de billets de trésorerie en circulation. Le Trésor public n'en dispose pas moins toujours de la faculté d'émettre de tels billets. Le danger d'une confusion dans la terminologie existe donc bien. Il doit évidemment être évité.

Dès lors, il est proposé de remplacer les mots "billets de trésorerie" par les mots "certificats de crédit".

6. Au paragraphe 1er, alinéas 1er et 2, les mots "ci-après" doivent être remplacés par les mots "par la présente loi".

7. Suivant l'alinéa 3 du paragraphe 1er, les billets de trésorerie et certificats de dépôt sont représentatifs d'un droit de créance portant intérêt "à l'exclusion d'autres prérogatives".

La signification de ces derniers mots est imprécise et n'est pas explicitée dans l'exposé des motifs. De l'accord du délégué du Ministre, il convient, dès lors, de les omettre.

8. Selon le paragraphe 2, le Roi peut dispenser, aux conditions qu'Il détermine, certaines catégories d'émetteurs de billets de trésorerie des conditions d'ancienneté prescrites au paragraphe 1er, alinéa 1er.

Le Roi est ainsi habilité, tout au moins pour certaines catégories d'émetteurs de billets de trésorerie, à déroger à la règle énoncée au paragraphe 1er.

Afin d'éviter d'affaiblir la portée de la règle légale, il faudrait, à tout le moins, que le texte en projet précise les objectifs en vue desquels cette dérogation peut être accordée ainsi que les critères à prendre en considération pour déterminer les catégories d'émetteurs de billets de trésorerie qui bénéficient de la dispense envisagée.

Il s'ensuit que le paragraphe 2 doit être revu.

Article 4.

1. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Le montant minimal des ... et des certificats de dépôt doit être un multiple de un million et ne peut être inférieur à dix millions de francs. Le Roi peut augmenter ces montants".

2. Au début de l'alinéa 3, mieux vaut écrire : "Le Roi ...".

De plus, le terme "devises" appartient davantage au jargon financier qu'au langage juridique. Il devrait, dès lors, être remplacé par les mots "monnaies étrangères".

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le marché visé à l'alinéa 4 n'existe pas et il appartient au Roi de le créer.

Dès lors, il est proposé de rédiger l'article de la manière suivante :

"Le Roi peut organiser, en application des articles 67 et suivants de la loi du 4 décembre 1990, un marché au sein duquel ces valeurs peuvent être négociées".

Article 5.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il faut supprimer les mots "au préalable", qui sont superflus.

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire : "Voor elk uitgifteprogamma ...".

2. A l'alinéa 2 du même paragraphe, il convient, dans un souci de précision, de remplacer les mots "la nature de l'affaire" par les mots "la qualité de l'émission".

3. Au début du paragraphe 2, le mot "significatif" peut être omis sans inconvénient. Ce qui importe, c'est que le fait soit nouveau et qu'il soit de nature à influencer le jugement des souscripteurs et des acquéreurs.

Pour le surplus, il est proposé de rédiger le paragraphe 2 comme suit :

"Tout fait nouveau pouvant influencer le jugement des souscripteurs ou des acquéreurs et survenant au cours du programme d'émission, fait l'objet d'un complément au

prospectus. Si la durée du programme d'émission excède une année, le prospectus est mis à jour annuellement. Le complément et la mise à jour sont soumis au contrôle et à l'approbation de la Commission bancaire et financière".

4. Le paragraphe 3 doit permettre à la Commission bancaire et financière, lorsqu'elle y sera habilitée par un arrêté royal, d'accorder des dérogations aux arrêtés royaux déterminant le contenu du prospectus, ses modalités de diffusion et les délais de celle-ci.

Le Conseil d'Etat a, chaque fois qu'il en a eu l'occasion, critiqué le fait qu'une autorité administrative puisse accorder des dérogations à des règles contraignantes préalablement établies, sans indication précise de conditions permettant de limiter un pouvoir qui pourrait s'exercer arbitrairement.

Le souci de respecter le principe d'égalité inscrit à l'article 6 de la Constitution conduit à exiger d'une part que les décisions soient motivées et d'autre part qu'elles puissent être connues de tout intéressé sans démarche difficile ou coûteuse.

Le mode de publicité peut consister en une faculté de consultation comme elle l'est, par exemple, prévue gratuitement, en ce qui concerne les actes des sociétés commerciales, par l'article 10, § 2, alinéa 3, des lois coordonnées.

5. Dans le texte français du paragraphe 4, le terme "investisseurs", qui n'appartient pas au langage juridique, vise à la fois les souscripteurs et les acquéreurs. Le paragraphe 2 les vise distinctement. Il est, dès lors, préférable d'utiliser, dans le texte français, les mots "souscripteurs" et "acquéreurs" à la place du mot "investisseurs".

Le texte néerlandais du paragraphe 4, ainsi que du paragraphe 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

6. Pour que les acquéreurs puissent connaître les clauses de la convention d'émission qui, suivant le paragraphe 4, leur est opposable, il est nécessaire que le prospectus contenant la convention reste disponible pendant toute la durée de validité des billets ou certificats.

Il en va de même pour les détenteurs de titres au porteur ou à ordre. Il ne suffit pas, comme il est dit dans l'exposé des motifs, que l'opposabilité des conditions résulte de leur mention dans le titre lui-même car les billets et les certificats seront le plus souvent acquis avant d'être livrés.

Il est, en conséquence, nécessaire que tout candidat acquéreur puisse se rendre compte de l'intérêt d'une acquisition avant de décider de celle-ci.

Il convient de compléter la loi en projet sur ce point.

Article 6.

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "sont délivrés" au lieu de "seront délivrés".

3. En ce qui concerne l'alinéa 3, l'exposé des motifs devrait préciser la différence entre, d'une part, une déclaration de transfert datée et signée par le cédant et le cessionnaire et, d'autre part, un document établissant l'accord sur le transfert.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 4 devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au paragraphe 2, il faut écrire "Le Roi détermine les mesures ... (la suite comme au projet)".

Article 8.

1. La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 1er :

"Seules les personnes et institutions appartenant à une des catégories visées à l'article 26 de la loi du 2 janvier 1991 peuvent acquérir des ... ou des certificats de dépôt émis sous la forme dématérialisée, les accepter en gage ou être titulaires de droits réels sur ceux-ci, et faire entre elles des transactions sur ces titres".

2. En ce qui concerne l'alinéa 2, il y a lieu de se reporter aux observations finales.

3. A l'alinéa 3, il convient d'omettre l'intitulé de la loi du 2 janvier 1991, qui a déjà été mentionné à l'article 7.

Article 9.

Alinéa 1er.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"L'article 1er, alinéa 2, de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, modifié par l'arrêté royal nE 63 du 10 novembre 1967, est complété par un 4E libellé comme suit :".

Dans le texte néerlandais, le 4E en projet, serait mieux rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 2.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Dans l'article 4 de la même loi, modifié par l'arrêté royal nE 63 du 10 novembre 1967 et par la loi du 17 juillet 1985, l'alinéa suivant est inséré entre le premier et le deuxième alinéa :".

L'alinéa en projet doit, conformément à l'observation finale nE 3 commencer par les mots "L'alinéa 1er ne s'applique ...".

Le texte néerlandais de l'alinéa en projet devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

L'article 126-1 a subi de récentes modifications, apportées par la loi du 4 décembre 1990 et la loi du 2 janvier 1991. L'arrêté du Régent du 25 novembre 1947 ne doit plus être mentionné.

La phrase liminaire doit donc être rédigée de la manière suivante :

"L'article 126-1 du Code des taxes assimilées au timbre, modifié par les lois des 13 août 1947, 4 décembre 1990 et 2 janvier 1991 ... (la suite comme au projet)".

Article 11.

La phrase liminaire serait mieux rédigée de la manière suivante :

"L'article 139bis du même Code, y inséré par la loi du 2 janvier 1991, est complété par l'alinéa suivant :".

Article 12.

La disposition en projet serait mieux rédigée comme suit :

"lorsque le bénéficiaire est identifié et qu'il n'est pas un assujetti à l'impôt des personnes physiques ou à l'impôt des personnes morales".

OBSERVATIONS FINALES.

1. Un texte de loi est toujours normatif et obligatoire. L'utilisation des mots "doit" ou "doivent" est donc une redondance. L'emploi de l'indicatif présent suffit.

L'observation vaut pour l'ensemble du projet.

2. Dans le texte français, il faut écrire "article 1er", "§ 1er", "alinéa 1er" et non "article 1", "§ 1", "alinéa 1" ou "al. 1".

3. Toute référence à un "alinéa précédent" doit être remplacée par l'indication précise de la disposition à laquelle il est fait référence.

4. Dans une subdivision en 1E, 2E, ..., le premier mot ne s'écrit pas avec une majuscule et il faut mettre un point-virgule à la fin des subdivisions, à l'exception de la dernière où il faut mettre un point.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

1. Inzake de uitdrukking "thesauriebiljetten" wordt verwezen naar de opmerking nr. 5 die omtrent artikel 1 is gemaakt.

2. In de Franse tekst schrijve men : "... et aux certificats de dépôt".

INDIENINGSBESLUIT EN ONDERTEKENING.

Zowel het indieningsbesluit als de vermelding van de handtekening en de medeondertekeningen ontbreken.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

1. Volgens artikel 1, § 1, kunnen de ondernemingen die de vorm van een rechtspersoon hebben, alleen schuldbewijzen uitgeven, "thesauriebiljetten" genaamd, indien aan twee voorwaarden is voldaan, te weten :

1Ezij moeten ten minste twee jaar bestaan;

2Ehun rekeningen van de laatste twee boekjaren moeten zijn bekendgemaakt.

Met betrekking tot die voorwaarden moeten de volgende opmerkingen worden gemaakt.

Het ontworpen artikel bepaalt niet vanaf wanneer de bestaansduur van twee jaar begint te lopen. De commentaar van de memorie van toelichting geeft geen enkele aanwijzing ter zake; zij bepaalt zich ertoe aan te geven met welk doel die voorwaarde van bestaansduur is opgelegd, te weten "teneinde aan deze markt, waarop de financiële bekendheid van de emittenten belangrijk is, een zekere basis te geven".

Verscheidene tijdstippen van aanvang van voormelde duur kunnen in overweging worden genomen. Voor de privaatrechtelijke ondernemingen zou als aanvangsdatum de dag van de oprichtingsakte van de vennootschap kunnen worden aangenomen, ofwel de dag waarop de statuten van de vennootschap zijn bekendgemaakt, of nog de dag waarop de vennootschap haar activiteiten heeft aangevat. Voor de publiekrechtelijke ondernemingen komt daar nog de dag bij waarop de wet tot oprichting van een dergelijke onderneming in werking treedt.

Artikel 1 van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangevuld, zo niet zou de toepassing ervan voor de nieuwe ondernemingen zeker aanleiding geven tot moeilijkheden.

2. In de commentaar van de memorie van toelichting staat te lezen :

> "Onder "onderneming" dient men te verstaan elke entiteit die met of zonder winstoogmerk, in hoofdzaak of in bijzaak,

transacties verricht van handels-, financiële of industriële aard.

Thesauriebiljetten kunnen dus worden uitgegeven door V.Z.W.'s".

Indien de emittent een vereniging zonder winstoogmerk is, is het niet meteen duidelijk hoe deze zou kunnen voldoen aan het vereiste van bekendmaking van haar rekeningen. Artikel 13, tweede lid, van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de vereniging zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, schrijft immers voor dat de raad van bestuur van de vereniging verplicht is jaarlijks de rekening over het verlopen dienstjaar en de begroting voor het volgende dienstjaar aan de goedkeuring van de algemene vergadering te onderwerpen, maar geen enkele bepaling in diezelfde wet schrijft voor dat de rekening over het verlopen dienstjaar moet worden bekendgemaakt.

Het zou aldus kunnen dat een vereniging zonder winstoogmerk geen gebruik kan maken van de mogelijkheid om "thesauriebiljetten" uit te geven.

Het artikel van het ontwerp moet derhalve worden herzien.

3. Ingevolge datzelfde artikel hoeven de kredietinstellingen niet aan voormelde voorwaarden te voldoen indien zij voornemens zijn depositocertificaten uit te geven.

De memorie van toelichting verstrekt omtrent het begrip "kredietinstelling" het volgend commentaar :

> "Voor wat ten slotte de uitgifte betreft van depositocertificaten moet de term "kredietinstelling" begrepen worden in de zin van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 12 december 1977, waarbij "kredietinstellingen" alle ondernemingen zijn die van het publiek terugbetaalbare fondsen ontvangen en die kredieten toekennen voor eigen rekening".

Een dergelijke, in zeer algemene bewoordingen gestelde begripsomschrijving verschilt aanzienlijk van die welke in het Belgisch recht te vinden is, inzonderheid in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, dat onder meer stelt :

> "Aan de bepalingen van deze titel (titel I, Wettelijk statuut der banken) zijn onderworpen de Belgische en buitenlandse ondernemingen, die gewoonlijk op zicht of op termijnen van hoogstens twee jaar terugbetaalbare gelddeposito's ontvangen teneinde ze voor eigen rekening tot bank-, krediet- of beleggingsoperatiën aan te wenden".

Het gebrek aan overeenstemming tussen beide begripsomschrijvingen van de term "kredietinstelling" is zodanig dat aldus onzekerheid ontstaat omtrent de werkingssfeer van de uitzondering vervat in het ontworpen artikel.

De term "kredietinstelling" moet in de tekst zelf van artikel 1 nader worden bepaald, teneinde iedere onduidelijkheid omtrent de toepassing ervan weg te nemen.

4. Volgens het artikel van het ontwerp staat de mogelijkheid om thesauriebiljetten uit te geven eveneens open voor de instellingen voor collectieve belegging.

Artikel 108 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten schrijft voor :

> "De beleggingsinstellingen zijn geregeld bij overeenkomst (beleggingsfonds met een veranderlijk of met een vast aantal rechten van deelneming, beheerd door een beheersvennootschap) of bij statuten (beleggingsvennootschap met veranderlijk of met vast kapitaal) ...".

Indien de instelling voor collectieve belegging een beleggingsvennootschap met vast of veranderlijk kapitaal is en indien zij thesauriebiljetten uitgeeft, is de beleggingsvennootschap het bedrag van de uitgegeven biljetten verschuldigd.

Indien de instelling voor collectieve belegging daarentegen bij overeenkomst wordt opgericht vormt zij volgens artikel 111 van dezelfde wet een onverdeeld vermogen dat door een beheersvennootschap wordt beheerd. In geval van uitgifte van thesauriebiljetten zou de schuldenaar van het bedrag van de uitgegeven biljetten de beheersvennootschap niet kunnen zijn, doordat deze vennootschap doorgaans slechts een niet zeer belangrijk kapitaal bezit. Die schuldenaar zou evenmin het onverdeelde vermogen als zodanig kunnen zijn. De medeëigenaars van hun kant zouden slechts aansprakelijk kunnen zijn voor de schuld die voortvloeit uit de uitgifte indien ieder van hen er zich toe verbindt het bedrag van de lening of op zijn minst

zijn aandeel in dat bedrag terug te betalen. Een dergelijke oplossing doet praktische problemen rijzen die niet gering zijn.

De tekst van het ontwerp behoort zo te worden herzien dat daarin rekening wordt gehouden met het probleem dat zoëven is uiteengezet.

5. In paragraaf 1 wordt met "thesauriebiljetten" bedoeld de schuldbewijzen die worden uitgegeven door instellingen die geen bankinstelling zijn. Die naam is vaak gegeven aan de biljetten die de Staatskas mag uitgeven. De uitgifte van biljetten door de Schatkist wordt immers geregeld door artikel 1 van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds en bij artikel 5 van de wet van 23 december 1988 houdende bepalingen met betrekking tot het monetair statuut, de Nationale Bank van België, het monetair beleid en het Muntfonds. In artikel 173 van het Strafwetboek en in artikel 1 van de wet van 11 juni 1889 betreffende drukwerken en formules gelijkende op bankbriefjes of andere papierwaarden worden de "biljetten aan toonder door de Staatskas uitgegeven" gelijkgesteld met "bankbiljetten aan toonder".

Weliswaar zijn er sedert het intrekken van de biljetten van twintig en vijftig frank thans geen thesaurie-biljetten meer in omloop. De Staatskas beschikt niettemin nog steeds over de mogelijkheid om dergelijke biljetten uit te geven. Er bestaat dus wel degelijk gevaar voor verwarring wat de terminologie betreft. Dit moet uiteraard worden vermeden.

Derhalve wordt voorgesteld het woord "thesaurie-biljetten" te vervangen door het woord "kredietcertificaten".

6. In paragraaf 1, eerste en tweede lid, moet het woord "hierna" worden vervangen door de woorden "bij deze wet".

7. Volgens het derde lid van paragraaf 1 belichamen de thesauriebiljetten en depositocertificaten een rentedragende schuldvordering "met uitsluiting van andere prerogatieven".

De betekenis van deze woorden is onduidelijk en wordt niet gepreciseerd in de memorie van toelichting. De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat ze derhalve moeten vervallen.

8. Volgens paragraaf 2 kan de Koning onder de voorwaarden die hij bepaalt, bepaalde categorieën van emittenten van thesauriebiljetten vrijstellen van de in paragraaf 1, eerste lid, vervatte anciënniteitsvoorwaarden.

De Koning wordt zodoende gemachtigd om, tenminste wat sommige categorieën van emittenten van thesauriebiljetten betreft, af te wijken van de in paragraaf 1 gestelde regel.

Wil men de strekking van de rechtsregel niet afzwakken, dan zou in de ontworpen tekst op zijn minst moeten worden gepreciseerd met welk doel die afwijking kan worden verleend en welke maatstaven moeten worden gehanteerd bij het bepalen van de categorieën van emittenten van

thesauriebiljetten die op de in uitzicht gestelde vrijstelling aanspraak kunnen maken.

Daaruit volgt dat paragraaf 2 moet worden herzien.

Artikel 4.

1. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Het minimumbedrag van de ... en de depositocertificaten moet een veelvoud van een miljoen zijn en mag niet minder dan tien miljoen frank zijn. De Koning kan die bedragen verhogen".

2. Aan het begin van het derde lid is het beter te schrijven : "De Koning ...".

Bovendien behoort het woord "valuta's" eerder tot het financiële jargon dan tot de rechtstaal. Het zou moeten worden vervangen door de woorden "vreemde munten".

Het derde lid zou aldus gesteld moeten worden :

"De Koning kan de uitgifte van thesauriebiljetten en depositocertificaten in vreemde munten toestaan volgens bijzondere technische regels die Hij bepaalt".

3. De markt bedoeld in het vierde lid bestaat niet en het is de taak van de Koning die markt te creëren.

Bijgevolg wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"De Koning kan met toepassing van de artikelen 67 en volgende van de wet van 4 december 1990 een markt organiseren waarop die waarden kunnen worden verhandeld".

Artikel 5.

1. In paragraaf 1, eerste lid, moet het woord "vooraf" als overbodig vervallen.

Bovendien schrijve men : "Voor elk uitgifteprogramma ...".

2. Duidelijkheidshalve behoren in het tweede lid van dezelfde paragraaf de woorden "de aard van de zaak" te worden vervangen door de woorden "de aard van de uitgifte".

3. Aan het begin van paragraaf 2 kunnen de woorden "van betekenis" gerust vervallen. Belangrijk is dat het feit nieuw is en een invloed kan hebben op de beoordeling van de intekenaars en de aankopers.

Voorts wordt voorgesteld paragraaf 2 als volgt te redigeren :

"Elk nieuw feit waardoor de beoordeling van intekenaars of aankopers kan worden beïnvloed en dat zich voordoet in de loop van het uitgifteprogramma moet bij wijze van aanvulling op het prospectus worden bekendgemaakt. Indien de duur van het uitgifteprogramma meer dan een jaar bedraagt, wordt het prospectus jaarlijks bijgewerkt. De aanvulling en de bijgewerkte versie worden aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen ter controle en ter goedkeuring voorgelegd".

4. Paragraaf 3 moet het de Commissie voor het Bank- en Financiewezen mogelijk maken afwijkingen toe te staan van de koninklijke besluiten tot vaststelling van de inhoud van het prospectus, de wijze van verspreiding en de termijnen hiervoor,

zodra die commissie daartoe zal zijn gemachtigd bij een koninklijk besluit.

De Raad van State heeft telkens hij daartoe de gelegenheid heeft gehad aan de kaak gesteld dat een administratieve overheid afwijkingen kan toestaan van vooraf vastgestelde dwingende regels, zonder dat er accuraat voorwaarden worden aangegeven die grenzen kunnen stellen aan een bevoegdheid die eigenmachtig zou kunnen worden uitgeoefend.

Ter wille van de eerbiediging van het gelijkheidsbeginsel dat vervat is in artikel 6 van de Grondwet wordt geëist dat enerzijds de beslissingen met redenen worden omkleed en anderzijds iedere belanghebbende zonder al te veel moeite of kosten daarvan kennis kan nemen.

De bekendmaking kan zo geschieden dat de mogelijkheid wordt geboden inzage te nemen. Met betrekking tot de akten van de handelsvennootschappen kan bijvoorbeeld, zoals voorgeschreven door artikel 10, § 2, derde lid, van de gecoördineerde wetten, kosteloos inzage worden genomen.

5. In de Franse tekst doelt in paragraaf 4 het woord "investisseurs", dat niet tot de rechtstaal behoort, zowel op de inschrijvers als op de kopers. In paragraaf 2 worden zij anders aangeduid. Het is bijgevolg verkieslijk in de Franse tekst de woorden "souscripteurs" en "acquéreurs" te gebruiken, in plaats van het woord "investisseurs", en in de Nederlandse tekst van de paragrafen 2 en 4 de termen "inschrijvers" en "kopers" te bezigen.

6. Opdat de kopers kennis kunnen hebben van de bedingen van de overeenkomst tot uitgifte die hun volgens paragraaf 4 kan worden tegengeworpen, is het noodzakelijk dat het prospectus met daarin de overeenkomst beschikbaar blijft zolang de biljetten of de certificaten geldig zijn.

Hetzelfde geldt voor de houders van effecten aan toonder of aan order. Het is niet voldoende, zoals in de memorie van toelichting wordt gesteld, dat de tegenwerpbaarheid van de voorwaarden resulteert uit de vermelding ervan op het effect zelf, omdat de biljetten en certificaten meestal aangekocht zullen zijn voordat zij worden uitgeleverd.

Het is bijgevolg noodzakelijk dat elke kandidaat-koper zich rekenschap kan geven van het belang van een aankoop alvorens tot die aankoop te besluiten.

De ontworpen wet moet op dat punt worden aangevuld.

Artikel 6.

1. In de Nederlandse tekst vervange men in het eerste lid het woord "gerechtigde" door het woord "houder".

2. Het tweede lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Aan de houders worden documenten afgegeven waarbij die inschrijvingen worden vastgelegd".

.../...

3. Wat het derde lid betreft, zou in de memorie van toelichting een duidelijker onderscheid moeten worden gemaakt tussen enerzijds een overdrachtsverklaring die gedateerd en ondertekend is door de overdrager en de overnemer, en anderzijds een document dat het akkoord over de overdracht vaststelt.

4. Het vierde lid zou beter als volgt worden gesteld :

"De Koning bepaalt de wijze waarop dat register wordt bijgehouden".

Artikel 7.

In paragraaf 1 vervange men in het eerste en het tweede lid de woorden "lid 2" door de woorden "tweede lid".

Paragraaf 2 zou beter als volgt worden gesteld :

"De Koning bepaalt de uitvoeringsmaatregelen voor de toepassing van de artikelen 3 tot 12 van de wet van 2 januari 1991 op de gedematerialiseerde thesauriebiljetten en depositocertificaten".

Artikel 8.

1. Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Alleen personen en instellingen die behoren tot één van de categorieën vermeld in artikel 26 van de wet van 2 januari 1991 kunnen thesauriebiljetten of depositocertificaten uitgegeven in gedematerialiseerde vorm verwerven, in pand aannemen of er zakelijke rechten op hebben en onderling effectentransacties verrichten".

2. Wat het tweede lid betreft wordt verwezen naar de slotopmerkingen.

3. In het derde lid dient het opschrift van de wet van 2 januari 1991 dat in artikel 7 is vermeld, te worden weggelaten.

Artikel 9.

Eerste lid.

Het zou beter zijn de inleidende volzin en het ontworpen 4E als volgt te stellen :

"Artikel 1, tweede lid, van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 63 van 10 november 1967, wordt aangevuld met een 4E, luidend als volgt :

"4Ede terugbetaalbare fondsen verzameld door het uitgeven van thesauriebiljetten, uitgegeven overeenkomstig de wet van ...""

Tweede lid.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 63 van 10 november 1967 en bij de wet van 17 juli 1985, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd : ".

Overeenkomstig de slotopmerking nr. 3 moet het ontworpen lid beginnen met de woorden "Het eerste lid is niet van toepassing ...".

Het ontworpen lid zou aldus gesteld moeten worden :

"Het eerste lid is niet van toepassing op de werkmiddelen verkregen door uitgifte van depositocertificaten ...".

Artikel 10.

Artikel 126-1 heeft recente wijzigingen ondergaan die zijn aangebracht door de wet van 4 december 1990 en de wet van 2 januari 1991. Het besluit van de Regent van 25 november 1947 moet niet meer worden vermeld.

De inleidende volzin moet dus als volgt worden gesteld :

"Artikel 126-1 van het Wetboek van de met het zegelrecht gelijkgestelde taksen, gewijzigd bij de wetten van 13 augustus 1947, 4 december 1990 en 2 januari 1991 ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 11.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"Artikel 139bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 2 januari 1991, wordt aangevuld met het volgende lid :".

Artikel 12.

Het zou beter zijn de ontworpen bepaling als volgt te stellen :

"wanneer de verkrijger geïdentificeerd is en hij niet onderworpen is aan de personenbelasting of aan de rechtspersonenbelasting".

SLOTOPMERKINGEN.

1. Een wettekst is altijd normatief en bindend. Het gebruik van de woorden "moet" en "moeten" is dus overbodig. Het volstaat de indicatief te gebruiken.

De opmerking geldt voor geheel het ontwerp.

2. In de Franse tekst schrijve men "article 1er", "§ 1er", "alinéa 1er" en niet "article 1", "§ 1", "alinéa 1" of "al. 1".

3. Elke verwijzing naar een "vorig lid" moet worden vervangen door de nauwkeurige vermelding van de bepaling waarnaar wordt verwezen.

4. Bij de onderverdeling in 1E, 2E, ..., wordt het eerste woord niet met een hoofdletter geschreven en aan het slot van de onderverdelingen dient een kommapunt te worden geplaatst, behalve aan het slot van de laatste, waar een punt moet komen.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	J.-J. STRYCKMANS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	Y. BOUCQUEY,	conseillers d'Etat,
	Y. KREINS,	staatsraden,
	C. DESCHAMPS,	assesseurs de la section de législation,
	P. GOTHOT,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	R. DEROY,	greffier, griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlan-daise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSZKY, référendaire adjoint.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSZKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.